**Conseil communautaire du 20 décembre 2018**

**Budgets primitifs 2019 : intervention des groupes PS, PC et EELV**

Ce budget 2019 s’inscrit dans la dernière ligne droite du mandat porté par la majorité de gauche au service de tous les habitants et des communes de la communauté.

Tous les indicateurs, cela a été rappelé par le premier vice-président, sont au vert en ce qui concerne les équilibres budgétaires :

* Dette maîtrisée
* Autofinancement confortable
* Maîtrise des dépenses de fonctionnement
* Pas d’augmentation de la fiscalité ménage depuis plusieurs années.

Cette bonne gestion comptable est avant tout politique pour garantir un niveau de services publics performants et la réalisation des investissements inscrits dans le PPI dès le début de cette mandature.

La majorité fait la preuve par ce budget primitif, malgré les difficultés extérieures, qu’elle sait assurer, sur le long terme, les grands enjeux de développement de deux agglomérations, villes-centres ou péri-urbaines, bourgs centres ou villages ruraux.

Pourtant, si nous tenons le cap, notre collectivité est chahutée par une remise en cause du soutien de l’Etat aux territoires. La baisse assumée des dotations décidée par le précédent gouvernement, a fait place au plafonnement, voire à la réduction des budgets locaux.

L’exécutif gouvernemental fait des collectivités une variable d’ajustement budgétaire avec une seule obsession : réduire la dépense publique. Mais à quel prix pour nos concitoyens et nos terres de province ?

Le malaise est profond. Il ne faut pas le sous-estimer. Il y a rupture entre les élus de proximité et le gouvernement Macron. Le message a peut-être été entendu : le président de la République a annoncé une remise à zéro des relations avec la création d’un ministère dédié. Il faudra plus que des annonces pour rétablir la confiance !

A cette crise entre institutions s’ajoute une crise climatique, économique au vu du chômage de masse persistant et, depuis plusieurs semaines, une crise sociale ouverte. Nos concitoyens demandent de plus en plus de services publics, de reconnaissance et souhaitent être acteurs des décisions qui impactent leur vie quotidienne.

Grand nombre de ces préoccupations légitimes ne relèvent pas de nos décisions dans cette assemblée. Pourtant, la communauté urbaine a fait preuve d’avant-gardisme dans sa bonne gestion de l’argent public, par sa prise en compte des questions de pouvoir d’achat : gratuité des transports scolaires, tarifs sociaux en lien avec les communes, soutien aux demandeurs d’emploi par l’insertion économique…

Seul, notre EPCI ne pourra pas répondre à toutes les doléances. Il est indispensable que communes et communauté fassent corps et s’appuient sur nos 50 années de vie commune.

Les défis climatiques et environnementaux sont une exigence à prendre en compte dans nos politiques publiques.

Agir en faveur de la jeunesse, de la formation, de l’innovation et de la recherche sont autant de pistes de réflexion pour éviter un recul de nos villes.

A côté de nos compétences essentielles (voirie, déchets ménagers, eau, assainissement, transport…), il est primordial de bâtir des villes et communes modernes, agréables, accueillantes. La communauté, dans ce sens, a toujours su réagir, se remettre en cause face aux crises économiques et industrielles, au besoin de transformation de l’habitat, à la modernisation de nos deux villes-centres, tout en garantissant un cadre de vie équilibré entre urbain et rural.

Ce budget 2019 est une traduction de qui conforte cette continuité innovante.

Je ne reviendrai pas sur les explications budgétaires, faites par l’exécutif. Je voudrais féliciter M. Macron (le directeur général des services, bien sûr !!!) et tous ses services, de l’encadrement à l’exécutant, pour cette parfaite application des orientations stratégiques au service, je le répète, des 34 communes.

Sur ce constat, Monsieur le Président, je lève le doute si besoin en était : votre majorité votera ce budget.